

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Réaction : ANDRÉ COLOM

123, Rue de Charenton, PARIS

Amnistie ! Amnistie pour tous !!

Depuis quelques jours déjà, le projet d'amnistie déposé par le gouvernement est en discussion devant la commission de législation civile et criminelle de la Chambre.

Nous avons dit ici ce que nous pensons de la caricature d'amnistie proposée par le Ministère Herriot. Nous n'y reviendrons donc pas. Et puis, maintenant, il convient d'élargir le champ de l'examen, d'appeler aux responsabilités tous ceux qui, jusqu'au vote de la loi, ont à prendre position, à affirmer la pleine solidarité entre leurs paroles d'hier et leurs actes de demain, à transformer en réalités tangibles leurs promesses renouvelées.

Il est nécessaire aussi de signaler l'activité d'une réaction qui ne désarme pas. Ne pouvant décentement opérer elle-même, sentant tout l'odieux d'une intervention directe, elle s'applique à provoquer des manifestations tapageuses destinées à influencer l'opinion, la commission, le Parlement.

La dernière protestation qu'elle vient de susciter vaut la peine d'être signalée. C'est celle de l'*union des pères et des mères de famille dont les fils sont morts à la guerre*. En voici l'un des passages essentiels :

L'amnistie dont on parle si, comme quelques-uns le demandent, elle rouvrira la France aux déserteurs et aux hommes qui se sont rendus coupables d'intelligences avec l'ennemi ou de manœuvres dissolantes, serait un outrage aux combattants restés debout pour défendre leur paix victorieuse contre les lâchetés qui la compromettent et une insulte à la mémoire des morts, leurs compagnons d'armes.

Combattants, mutilés, pères, mères qui pleurent vos fils, Français qui voulez que la France pacifique reste forte et respectée, êtes-vous disposés à accepter cet outrage et cette insulte ?

Que penser d'une manifestation aussi grotesque, aussi ridicule, aussi inhume ?

Nous voulons croire, pour l'honneur de ces malheureux pères et mères, qu'une telle sottise leur fut imposée, qu'elle n'est point leur œuvre propre.

Qui pourrait, en effet, accepter cette idée, cette criminelle folie ? Comment ? Pour refuser l'amnistie aux déserteurs à tous les « pseudo-braîtres », on invoquerait les morts, leurs frères de misère ? Pour les laisser dans les cachots, en exil, on viendrait dans ce pays, à la face de tous ceux qui ont souffert, qui sont revenus meurtris du carnage, dresser les morts devant les vivants ? Misérables ! Vous ne sentez donc pas qu'au lieu de se trouver insultés, outragés par la grande mesure de justice que nous réclamons, les pauvres morts, s'ils le pouvaient, joindraient leurs voix aux nôtres ?

L'outrage, l'insulte pour eux, s'ils étaient en état de se dresser, de sortir de leur linceul, ce serait de voir dans les souffrances leurs compagnons de misère, de douleur et aussi de duperie, hélas !

Si, tout à coup, ils apparaissaient devant leurs pères et mères, ce serait pour les maudire, pour condamner leur pitoyable « initiative », pour juger sévèrement les auteurs du carnage, les responsables de leur inutile sacrifice, les mêmes qui, aujourd'hui, jouent honnêtement de leurs cadavres contre les vivants, leurs frères, leurs amis, leurs camarades.

Pères et mères, qui avez perdu l'être cher, à la guerre — parfois plusieurs — comment pouvez-vous, vous, des humains douloureux, réclamer le martyre pour les fils des autres pères et mères qui pleurent comme vous ? Songez à l'ignominie qu'on vous a fait commettre. Retournez-vous, en justiciers, contre ceux qui ont abusé de votre douleur, de votre confiance peut-être !

Il est heureusement, d'autres manifestations plus généreuses, plus nobles, plus belles, qui nous consolent de celles-là.

Une autre association du même ordre a tenu à nous faire oublier ce cri de haine. « La Fédération générale des pères et mères des morts pour la France » a su, elle, trouver les mots qui conviennent pour répondre aux malheureux égarés et soudoyés qui réclament la continuation de la souffrance.

Lorsqu'elle déclare :

Si la Fédération des pères et mères avait émettre son opinion sur cette question, elle n'hésiterait pas à déclarer qu'une amnistie plus large et plus généreuse serait souhaitable dans un but d'apaisement social.

cette organisation n'exprime pas seulement les désirs de la plus grande partie des vivants, mais aussi la pensée

posthume de toutes les victimes de la grande guerre.

Commissaires, parlementaires, ce sont les derniers que vous écoutez. Ce sont ceux-ci et ceux-ci seuls qui ont compris leur vrai devoir de pères et mères. Vous écoutez aussi les millions de voix qui montent des charniers, qui vous crient : *Justice, pardon*. Une humanité douloureuse, une humanité morte, des millions de vivants qui croient en vous, des millions de morts qui ont cru — les malheureux — en vous prédecesseurs, vous demandent aujourd'hui d'être fidèles aux promesses solennelles que vous avez faites à tous. Ne les decevez pas. Ils ne vous le pardonneront pas.

Encore une fois, ce sont : Gaston-Roland avec tous les insoumis, Law, Lefranc, Cottin, Taillèle, Bouvet, avec toutes les victimes sociales, Jeanne Morand avec tous les « faux traîtres », tous les déserteurs avec Bévent, qu'il faut nous rendre.

Vous venez de libérer Landau. Vous allez ordonner la révision du procès du « Bonnet rouge », celui de Caillaux de Malvy. Tout cela est très bien et nous y applaudissons de tout cœur. Ce n'est qu'une petite partie de votre tâche, cependant.

A côté de ces victimes de marque, une justice sera enfin rendue, il y a des milliers d'obscurs, de pauvres diables qui ne connaissent personne, ne sont point connus de vous. Ceux-là aussi doivent être libérés. Si, comme le déclarait M. Herriot devant le monument de Zola : *l'injustice qui frappe un seul, atteint toute la société, rendez-les à la vie, à l'affection des leurs. Qu'il ne reste personne dans les prisons et les bagnes*.

Songez qu'en maintenant les arrêts des Conseils de guerre, en les avalisant, vous les légitimez, alors que vous les condamnez et que vous devrez les abattre demain, puisque vous l'avez promis.

Anxieusement, le peuple veille, attend. Il a déjà trop attendu. Sa patience est à bout, sa souffrance atteint des limites qu'il serait dangereux et impolitique de reculer.

Il veut les siens. Il les veut tous et pour une fois, il les veut bien. Entendez la voix douloureuse qui monte de partout et écoutez celle de la Fédération des pères et mères des morts pour la France. C'est la voix de la raison, de la justice, c'est celle des morts et des vivants.

Messieurs, souvenez-vous de vos promesses. C'est l'heure de les réaliser. Pas de demi-mesures, pas d'arguties. Des actes, de grands et beaux gestes qui nous feront oublier un peu les tristes passées. Soyez des hommes de cœur, des humains. C'est facile, si vous le voulez.

Le Comité de Défense Sociale.

Les parents des morts pour la France et l'Amnistie

Paris, 6 juillet. — La Fédération des Pères et Mères des Morts pour la France (9, rue Dulong, Paris 17^e), dont l'action s'est toujours poursuivie en dehors de toute lutte politique ou religieuse, déclare qu'elle n'a rien de commun avec une association similaire qui, par voie d'affiches et de communiqués à la presse, vient de déclarer contre l'amnistie.

Si la Fédération des Pères et Mères avait à émettre son opinion sur cette question, elle n'hésiterait pas à déclarer qu'une amnistie large et généreuse serait souhaitable dans un but d'apaisement social.

Mais elle préfère ne pas s'immiscer sur ce terrain. Fidèle au programme qu'elle s'est tracé depuis sa fondation (1920), elle n'en dérogera jamais. Elle estime que les droits et les intérêts des parents des morts au champ d'honneur sont trop sacrés pour qu'ils puissent être confondus ou mal compris.

Qu'est-ce donc que cette Fédération qui trouve que dix millions de morts pour la guerre sont insuffisants ? et qui veut encore que toutes les victimes des conseils de guerre et des bourreaux de l'armée créent au bagné ou en prison ? L'*Action Française* reproduisait hier cette affiche ignoble, œuvre d'esprits étroits et mesquins, qui n'ont en vue qu'une basse vengeance, comme tous les gens de l'A. F. d'ailleurs.

Comme nous préférons l'attitude de l'autre Fédération qui se désolidarise de la première, et dont les membres, malgré leur douleur, estiment qu'il est inutile de prolonger le souvenir de la guerre par des condamnations abjectes.

L'amnistie en Espagne

ACHER EST-IL GRACIE ?

Il nous parvient qu'une amnistie vient d'être votée en Espagne ; le texte du décret-loi aurait été signé par le roi et publié à l'Officiel. Il comporterait :

« L'amnistie pour les délits de presse, sauf ceux qui portent atteinte à l'intégrité de la patrie, et pour les délits électoraux et autres délits de caractère politique, à condition que les condamnés se présentent dans le délai d'un mois ;

« La commutation en réclusion perpétuelle des condamnés à mort, sauf celles pour tous crimes relevant du code militaire ;

« La remise totale de la peine pour les condamnations à la prison en vertu du code militaire ou du code correctionnel, pour les arrêts comportant la suspension des fonctions, et pour les délits de désertion et certains autres ;

« La remise du quart de la peine pour les condamnations à la réclusion, à la relégation, à la prison majeure ;

« La remise de la moitié de la peine pour les condamnés à la prison correctionnelle, à la perte des droits civils et militaires, et pour d'autres délits de caractère essentiellement militaire et moins graves. »

Selon le contenu du deuxième paragraphe, Acher (le Poète) serait sauvé du garrot. Nous attendons la confirmation de la nouvelle, et si tout nous l'autorise nous commencerons une campagne sérieuse pour la libération de ce martyr, car il ne se peut pas qu'Acher, innocent, soit gardé à perpétuité dans un sombre cachot.

LE FAIT DU JOUR

Le mirage de La Haye

A la demande du tsar de toutes les Russies, les gouvernements se réunirent jadis à La Haye, et instituèrent une cour internationale qui avait pour mission de solutionner arbitralement les conflits internationaux, de réduire les armements et de rechercher les meilleures moyens de maintenir l'état général de paix.

Cette cour de justice avait siégé et s'était arrêtée à la réduction des armements.

Les moyens trouvés pour maintenir la paix étaient très efficaces, puisqu'ils aboutirent à la guerre de 1914.

Tous les hommes raisonnables, même les partisans irréductibles de la Société des Nations, reconnaissent que l'efficacité d'une assemblée internationale n'est pas à considérer, car nulle force au monde ne peut empêcher une puissance d'augmenter son armement si évidemment, tant qu'une armée existe, il y a un moyen de guerre qu'on ne peut arrêter que par la guerre.

Mais il fallait que ce fut un gouvernement qui se prétendait extrême-pointe d'avant-garde du prolétariat mondial, qui relevait le gobe-mouches tomé en disgrâce pour cause de carence totale.

Voici que le gouvernement de Moscou, représentant que son successeur du tsar, reprend l'antienne.

Le quotidien des masses publie une rectification au sujet d'une déclaration faite aux Communes par le major Attlee sur l'armée rouge, dont nous extraignons la conclusion :

Si les gouvernements de MM. Mac Donald et Herriot prennent l'initiative de la réduction des armements européens, nous leur fournirons un appui total. Une pareille initiative serait la bienvenue à l'occasion du dixième anniversaire de la guerre mondiale.

Ainsi, les bolchevistes, qui s'affirment prolétariens malgré cela, osent soutenir que la réduction des armements serait un moyen d'empêcher les guerres.

Ils savent pourtant que chaque conflit est le produit des appétits concurrents de groupes industriels et financiers, et que tant que le régime capitaliste existera, on n'obtiendra jamais d'un gouvernement qu'il se prive du moyen de faire triompher ses désirs impérialistes. L'armée est en fonction du capital — et seule la suppression du capitalisme entraînera celle de l'armée, cause initiale des guerres. Car tant qu'une armée se montrera, il y aura risque de guerre — l'armée n'étant faite que pour la guerre — soit civile, soit internationale.

Les disciples de Marx devraient bien étudier la théorie du matérialisme historique et, aussi, écouter les leçons du bon sens. Il est vrai qu'alors ils ne persécuteraient plus en Russie, et qu'ils commenceront par supprimer leur armée rouge... qui ne vaut pas mieux que les autres.

Mais le bon sens est incompatible avec le gouvernement — et seule une révolution aux fins libertaires supprimera les risques de guerre en en abolissant les causes : l'Etat, le Capitalisme, les Frontières et l'Armée !

Quelle plaisanterie !

Rome, 6 juillet. — La chambre d'accusation a invité le directeur de la prison, Regina Coeli, où sont détenus les prévenus de l'assassinat de Matteotti, à redoubler de surveillance et à confier celle-ci à ses gardiens les plus sûrs et les plus habiles.

On croit généralement qu'il s'agit de quelques fascistes indésirables du meurtrie, et qui auraient l'intention de faire justice sommaire.

Ne serait-ce pas plutôt des fascistes très orthodoxes qui chercheraient à faire échapper leurs complices en assassinat ?

Un navire en flammes s'enfonce dans les eaux

ACHER EST-IL GRACIE ?

New-York, 6 juillet. — Le paquebot américain *Three-Rivers* avait quitté vendredi soir Cove-Point, dans la baie de Chesapeake, avec trois cent cinquante touristes à son bord. Hors les matelots de service, marins et passagers dormaient profondément quand, au milieu de la nuit, l'alarme fut donnée : le bâtiment était en feu.

Ce fut alors, au dire des rescapés, une panique effroyable. Se précipitant sur le pont, beaucoup d'entre les touristes se jetèrent à l'eau, tandis que d'autres, voyant les flammes gagner leurs cabines, s'efforçaient de passer à travers les sabords.

Aux signaux de détresse émis aussi par le paquebot en feu, les navires *Allegany* et *Middlesex*, forcèrent la vapeur pour accourir sur les lieux.

Leurs équipages furent assez heureux pour sauver la presque totalité des passagers, tandis que le bâtiment s'enfonçait dans les eaux.

Parmi les morts, dont le nombre n'est pas exactement connu encore, on cite Miss Evelyn Crooker, de Baltimore ; cinq enfants, membres, de la Famille des petits porteurs de journaux, de Baltimore, et deux chauffeurs nègres, qui périrent dans les eaux.

Le conseil supérieur des chemins de fer a décidé, dans sa séance du 18 juin dernier, d'augmenter de 50 % les tarifs d'abonnement de travail, de « taper », ainsi très directement à la bourse légère de centaines de milliers d'ouvriers et d'employés, habitants des banlieues, que les dures nécessités de la vie obligent à gagner chaque matin les grandes villes.

Cette décision des manitous des compagnies de chemin de fer rencontre à la Chambre une certaine opposition, et les cent six députés socialistes ont déposé sur le bureau du Parlement cette proposition de résolution :

La Chambre invite le gouvernement à refuser l'augmentation des tarifs des abonnements de travail et l'unification des abonnements ordinaires adoptées par le conseil supérieur des chemins de fer, le 18 juin 1924.

La Chambre serait plus encline à refuser ces grosses rentes aux compagnies, si les banlieusards faisaient entendre leur voix et déclaraient qu'ils préféreraient « briser le dur » matin et soir, plutôt que de se laisser « saigner » par les actionnaires du rail.

Le conseil supérieur des chemins de fer a gagné presque tous les pays du vieux et du nouveau monde. Il s'étend tous les jours davantage. Ce sont les anarchistes qui jouent le rôle prépondérant dans ce mouvement. Ce sont eux précisément qui dénoncent l'essence étatiste des persécutions bolcheviques en Russie, grâce à quoi le mouvement dans sa majeure partie est détruit d'un esprit révolutionnaire profondément antiaïsant.

En 1918-19 déjà, quand la voie clairement révolutionnaire du pouvoir communiste commençait à se dessiner, les anarchistes informèrent les camarades étrangers sur la situation véritable en Russie. Les délégués anarchistes de divers pays venaient à Moscou pour le Congrès des unions professionnelles rouges dans les années 1919-20-21 constatent sur place l'actualité russe et rentrent chez eux pour commencer à dévoiler les mensonges et les atrocités de la dictature communiste. Les anarchistes expulsés ou envoiés de la Russie donnèrent une impulsion encore plus puissante au mouvement antibolchevique d'Europe et d'Amérique. Les documents qu'ils publièrent en différentes langues jetèrent une lumière éclatante sur les horreurs qui se passent en Russie. Les liaisons entre les organisations libertaires de la Russie ont été rompues et se sont établies de manière étroite. Recevant de source directe des documents importants, ces organisations développèrent une activité intense pour faire connaître largement les crimes des bolcheviques dans la révolution russe. Les organes de presse de l'anarchisme révolutionnaire : « Vojna », « Amerikanskye Izvestia », « Golos Trouda », « Anarkhichesky Westnick », « Rabotchi Pout », « Rabotnicheska Mysl », « Le Libertaire », « Umanita Nova », « La Protesta », « Die Freie Arbeiter-Stimme », « Der Syndikalist », « Der Freie Arbeiter », « Brand », « Arbarelben », et beaucoup d'autres, commencèrent à éclairer systématiquement les événements russes et entreprirent un travail méthodique pour lancer les travailleurs de tous les pays dans la lutte contre le despotisme communiste et pour la libération des révolutionnaires tombés entre les griffes des bourreaux bolcheviques.

tées aux réunions et meetings de *Goldhau-sen-Wernick*, à *Munich* (1er mai), à *Neu-kirchen*, etc... La résolution de Neukirchen dit entre autre: « Nous déclarons aux tyrans de la Russie que si la protestation internationale exigeant la libération de nos camarades n'est pas entendue, nous emploierons tous les moyens pour closer au pilori le soi-disant communisme. »

Vienne. — Plusieurs réunions et meetings de protestation y furent organisés le 23 avril et le Premier Mai. On vota partout des résolutions énergiques de protestation exigeant la libération immédiate des anarchistes, syndicalistes, socialistes et révolutionnaires hors parti emprisonnés en Russie.

De semblables meetings ont eu lieu dans divers centres industriels d'Allemagne et d'Autriche.

ETATS-UNIS

Des meetings de protestation contre les persécutions des révolutionnaires en Russie adoptant des résolutions documentées et énergiques ont eu lieu dans plusieurs villes de l'Amérique du Nord. Les colonies russes et les organisations américaines et autres se sont chargées de leur organisation.

Le 11 avril, meetings monstres à New-York exigeant la libération immédiate et sans conditions de tous les détenus politiques des prisons et camps de concentration russes.

Le 11 mai, meetings semblables à Baltimore.

Le 18 mai, grands meetings à Detroit, etc.

ESPAGNE

Toute manifestation publique étant actuellement impossible en Espagne, ce n'est que par la voie de la presse que le mouvement de protestation s'y fait jour. La *Solidaridad Obrera* quotidienne publie en feuilleton la brochure: « Répression de l'anarchisme en Russie soviétique. »

PORTUGAL

Les organisations syndicalistes et libertaires dans tout le pays furent des meetings de protestation et exigèrent la libération de tous les révolutionnaires emprisonnés en Russie pour le 1^{er} mai.

MEXIQUE

Entre les 1^{er} et 10 mai, les anarchistes et syndicalistes mexicains menèrent une campagne excessivement active pour la défense des révolutionnaires emprisonnés en Russie. Une grande démonstration de protestation eut lieu dans la capitale le 1^{er} mai.

ARGENTINE

Le Comité de défense local organisa à Buenos-Aires un grand meeting de protestation le 20 avril. Le 1^{er} mai, toute la presse exigea unanimement la libération des révolutionnaires emprisonnés en Russie. Une longue file de protestations fut publiée dans tous les journaux, surtout dans la *Protesta*. Des documents et des listes nominales des révolutionnaires détenus en Russie furent lus à haute voix dans des meetings ouvriers.

URUGUAY

De tous côtés nous parviennent des nouvelles de la campagne de protestation qui s'accentue de jour en jour dans tous les pays. Nous en donnerons le compte-rendu prochainement.

Ala « Famille Nouvelle »

Le conflit de la « Famille Nouvelle » n'est pas, comme certains le croient, le fait de querelles de personnes. En effet, ces derniers disparaissent parfois et rien n'empêche les luttes de continuer comme par le passé.

C'est donc pas devant un conflit que nous nous trouvons, mais bien devant une crise coopérative, analogue à la crise politique et économique que la guerre a créée dans le monde.

Tous les systèmes politiques et sociaux, aussi bien capitalistes qu'ouvriers, sont détruits ; le pivot des vieilles sociétés est déساix et le monde cherche à travers la nuit tragique qui l'enveloppe de toutes parts, le nouveau centre de gravité qui stabilisera la vie.

De violents bouleversements ont ébranlé l'édifice social ; les lendemains de guerre et de défaite ont vu crouler des trônes et tomber des monarchies séculaires tandis qu'au milieu de la tempête des républiques et des démocraties s'élevaient là et là. Les organisations ouvrières, coopératives et syndicats, n'ont pas échappé non plus aux effets de ces chocs politiques. La perturbation sociale les a atteintes également et aujourd'hui leur faut s'adapter, se transformer suivant l'ordre nouveau ou disparaître.

Désespérés, les hommes ne peuvent s'assimiler à cette nouvelle situation et leur action restant le réflexe de leurs idées anciennes ne concorde plus avec les aspirations de la classe ouvrière.

Le phénomène du jour — est-ce bien un phénomène ? — est que les communistes créent un courant d'attraction vers la révolution. Leur agitation provoque un courant qui va en s'intensifiant en s'amplifiant. Que ce courant soit artificiel, irrationnel, irréfléchi, il ne s'en crée pas moins et son développement correspond à un besoin des masses populaires.

Je ne crois pas à l'aboutissant révolutionnaire et social de ce courant, puisqu'il est dévié vers la politique et la démocratie.

L'idéologie du Parti communiste est toujours la même. Elle est fondée sur les vieux dogmes des anciens partis. Elle reste figée dans les formules qui ont tout conservé de la rigidité du passé.

Et bien ! dans la « Famille Nouvelle », s'écroule sur un plan plus restreint, la crise économique et sociale.

Ce qui caractérise surtout l'agitation communiste, ce sont ses résultats : dissociation et désagrégation de toutes les forces ouvrières. Elle anéhite et divise les efforts au lieu de les harmoniser.

Tous ces faits se sont confirmés sous la première internationale avec Marx, sous la 1^{re} avec Guesde.

L'histoire recommence toujours, mais cette fois, avec des conséquences plus graves.

C'est en partant de ces observations que je crois possible de trouver une solution, et malgré le procès, le séquestre et la police, il en est encore temps.

Communistes, vous êtes en face de vos responsabilités. Demain, nous dirons ce que nous vous avons proposé et la classe ouvrière jugera.

G. VERDIER

En glanant, de-ci, de-là

LES « TERRISTES » DE MOSCOU

J'extrait de la revue *L'Ordre Social* de juin (Jean Barral, à Berre-des-Alpes, Alpes-Maritimes) aux tendances néo-prudhomaniennes, ces quelques lignes susceptibles d'intéresser les réalisateurs à bases libertaires :

« Les points principaux de ce programme « terroriste » sont : 1^o La terre entière appartient à l'humanité entière, et tout homme possède ses richesses naturelles des droits égaux ; 2^o Tout homme a le droit d'habiter où il veut et possède liberté entière, à la seule condition de respecter la liberté des autres ; 3^o Tout usager du sol ou de ses richesses naturelles doit payer en redevance une rente foncière proportionnelle aux droits mis à sa disposition ; 4^o Le produit de ces redevances constitue l'avoir commun de la société et le don de la terre à la civilisation commune ; 5^o Il ne doit exister ni impôts ni services obligatoires, les redevances foncières suffisant aux frais publics, et toute autre contribution étant en contradiction avec le droit naturel de chacun de disposer intégralement de soi-même et de son travail. »

Parlant de ses propres conceptions, l'*Ordre Social* ajoutait : « On voit que ces tendances sont contraires à tout étatisme communiste et à toute mesure de socialisation. Qu'on veuille y comparer notre conception de l'*apanage des Mères*, selon l'économie franche. On voit que le régime soviétique n'est qu'une étape, et que l'humanité évolue en sens contraire, vers un régime de liberté et d'autonomie économique absolus. L'idéal de *Dehors* du 20 juin, contenant une première page antiréligieuse signée E. Armand, G. Damiani et Herbert Spencer, est à faire circuler partout, dans et hors les groupes. »

Henri ZISLY.

seulement curieuse, intéressante, instructive, sur l'alimentation (qui sera peut-être celle de l'avenir, qui sait ?) végétalienne stricte. Mais que d'habitudes, de préjugés à vaincre et quelle besogne formidable avant d'en arriver là...

Le but en est certainement noble : la libération de l'animalité et de l'humanité cependant de cette nouvelle alimentation, quoi qu'il en soit, ne dogmatisons pas ; sur ce point-là comme sur d'autres, laissons à chacun le soin d'apprécier et de réaliser ce nouveau problème selon ses conceptions, caractère et tempérament, sans pour cela mépriser parce qu'agissant autrement — sur cette question — que d'autres camarades.

En un mot, pas de sectarisme... culinaire !

La lutte antiréligieuse n'est pas, certes à dédaigner bien au contraire, car elle a sa place tout indiquée à côté de la lutte antipatrimoniale, antitotale, antipolicienne, et c'est pourquoi l'*En-dehors* du 20 juin, contenant une première page antiréligieuse signée E. Armand, G. Damiani et Herbert Spencer, est à faire circuler partout, dans et hors les groupes.

Henri ZISLY.

(1) 0 fr. 25 et un franc avec le dernier *Néo-Naturien* ; en vente à la Librairie sociale, rue Léon-Blanc, 9, Paris.

AU FAUBOURG

La proposition de loi Louis Martin sur la répression des maladies vénériennes

Jeudi soir venait en discussion devant le public du Faubourg, au théâtre de la Fourmi, la proposition de loi Louis Martin sur la répression des maladies vénériennes.

Après lecture du projet déposé sur le bureau du Sénat, Léon Poldès demande au public de poser quelques questions auxquelles le sénateur répondra et la discussion s'ouvre sur le fond.

Teddy Fraysse est partisan de la proposition, mais pas de l'application. J'avoue que je ne comprends pas bien.

Comme conclusion, il est partisan de l'éducation sexuelle.

M. Lorbrun est un conseiller juridique et les belles phrases sortent facilement de ses lèvres. Partisan de la proposition, il demande qu'elle soit du ressort de la juridiction civile.

Mme Kaplan, charmante jeune fille aux idées très larges, c'est presque une anar, demande que l'on entreprenne une campagne d'éducation et qu'on ne nous parle pas de répressions, entraves nouvelles à la liberté des individus.

Bravo, mademoiselle !

M. Raoul Odin ironise avec charme. Il nous parle de ce que la société a fait contre les maladies vénériennes : interdiction de l'avortement équivalent à des naissances forcées de petits avariés ; création des agents des mœurs, « cette variété répugnante de souteneurs », etc.

Il conclut également à l'éducation sexuelle, mais dont l'artisan serait surtout le père de l'enfant.

Mme Berthe Gosselin veut répression et éducation. C'est une ancienne infirmière militaire qui a conservé le goût du commandement. Après un vibrant discours, elle demande les soins gratuits et obligatoires.

Une autre dame nous parle de la « société pudibonde et éhonlée » et conclut que la plus grave maladie c'est la gangrène morale.

Pourquoi cette dame approuve-t-elle en fin de compte la proposition Louis Martin ?

Thérèse Delamour — un nom prédestiné — veut qu'on fasse des cours aux gosses.

« Les avariés », dit une autre, si on les met avec sa verve coutumière, tour à tour grave et ironique, il s'applique à démontrer à son auditoire que l'éducation vaut mieux que la répression. La proposition Louis Martin est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions, mais c'est un enfer qui veut encore voir augmenter les douleurs des victimes de Vénus. Il trouve inopérante une pire plus au-delà de tout, en principe, mais qui d'autre part, s'aperçoit, non sans amertume, que l'amélioration escomptée tout bas, se change, ne sait trop comment, en des ennus et des servitudes toujours plus lourdes et moins justifiées.

Mais dame, il faut cependant, quand on est démocrate mondain, s'habiller un peu plus élégamment que ne l'est M. Marty, ou alors ce ne sera vraiment plus la peine de travailler consciencieusement au vol légal, qui renferme les impôts et tout ce qui est prélevé sur le travail — ah ! combien véritable celui-là ! — du modeste ouvrier.

Cependant, nous avons lieu de nous réjouir, car tous les pays ne peuvent se fatiguer de posséder trois précieux spécimens de la peuple seul, l'occupent ; il est vraiment incompréhensible que ces intentions fort louables n'aient pour résultat que d'asservir toujours un peu plus le dîpe peuple, qui n'y comprend plus rien du tout, en principe, mais qui d'autre part, s'aperçoit, non sans amertume, que l'amélioration escomptée tout bas, se change, ne sait trop comment, en des ennus et des servitudes toujours plus lourdes et moins justifiées.

Et voici *Pioch*, réclamé par le public. Sa proposition n'est pas comme la statue de Palladium un gage pour l'avenir, mais une petite pierre à l'édifice. On sent que chez ce sénateur l'esprit de sacrifice est inné, mais ce n'est pas lui qu'il veut sacrifier, naturellement. Pourquoi alors se réjouit-il sénateur ?

En même temps que sénateur il est gaiant. On dirait un dindon faisant sa roue.

Sa proposition n'est pas comme la statue de Palladium un gage pour l'avenir, mais une petite pierre à l'édifice. On sent que chez ce sénateur l'esprit de sacrifice est inné, mais ce n'est pas lui qu'il veut sacrifier, naturellement. Pourquoi alors se réjouit-il sénateur ?

Il veut punir quelqu'un qui sera le délinquant de l'amour. Si la loi est insuffisante, elle aura ce mérite d'effrayer. Il nous prend pour des moines, ce zêbre-là. Il termine en donnant sa parole qu'il reviendra au *Faubourg* présenter à la discussion publique toutes les propositions de loi, comme il a déclaré.

Enfin, c'est le tour à *Louis Martin*. On ne sait s'il est myope ou presbyte, car Poldès pense serait plus utile si elle servait à éduquer le peuple.

Et voici *Pioch*, réclamé par le public. Sa verve coutumière, tour à tour grave et ironique, il s'applique à démontrer à son auditoire que l'éducation vaut mieux que la répression. La proposition Louis Martin est comme l'enfer, pavée de bonnes intentions, mais c'est un enfer qui veut encore voir augmenter les douleurs des victimes de Vénus. Il trouve inopérante une pire plus au-delà de tout, en principe, mais qui d'autre part, s'aperçoit, non sans amertume, que l'amélioration escomptée tout bas, se change, ne sait trop comment, en des ennus et des servitudes toujours plus lourdes et moins justifiées.

Mais dame, il faut cependant, quand on est démocrate mondain, s'habiller un peu plus élégamment que ne l'est M. Marty, ou alors ce ne sera vraiment plus la peine de travailler consciencieusement au vol légal, qui renferme les impôts et tout ce qui est prélevé sur le travail — ah ! combien véritable celui-là ! — du modeste ouvrier.

Cependant, nous avons lieu de nous réjouir, car tous les pays ne peuvent se fatiguer de posséder trois précieux spécimens de la peuple seul, l'occupent ; il est vraiment incompréhensible que ces intentions fort louables n'aient pour résultat que d'asservir toujours un peu plus le dîpe peuple, qui n'y comprend plus rien du tout, en principe, mais qui d'autre part, s'aperçoit, non sans amertume, que l'amélioration escomptée tout bas, se change, ne sait trop comment, en des ennus et des servitudes toujours plus lourdes et moins justifiées.

Bon ! voilà maintenant qu'après la bande des nourrissons et l'équipe des inamovibles, on nous présente celle des indéféctables. Encore une nouvelle espèce qui vient embellir la nombreuse collection de la maisonnière du 142 et du 120.

Et dire que des gens mal intentionnés parlent de la décomposition du bolchevisme en ce pays.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous sans crainte aller à la pêche ; le menu fritin et les carpes nouvelles ne manquent pas.

Alors donc ! Jamais les poissons mouscovites n'ont trouvé de si beaux jours pour agiter leurs nageoires et leur queue dans les eaux troubles de la politique. Aussi, pouvons-nous

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La Conférence de Londres s'annonce comme devant être d'une importance de premier plan pour les fidèles commis du capital que sont les gouvernements.

En Italie, on discute ferme pour savoir si on ira à Londres. Mussolini fait entendre qu'il ne participera pas à la Conférence, se réservant pour Genève en septembre ou, dit-il, il pourra discuter plus efficacement. Naturellement, ce n'est pas droit d'être mis en face d'Herriot, qui, il y a à peine six mois, le traita de pantin ridicule en pleine Chambre. Et, surtout, c'est quelque chose d'épouvantable que se trouver devant des responsabilités aussi graves que celles de la révision du traité de Versailles.

En Angleterre, Mac Donald va se trouver encore aux prises avec ses adversaires conservateurs qui menacent de lui mener la vie dure.

Les Etats-Unis se réservent et ne veulent pas faire connaître s'ils " participeront ou non — même par l'intermédiaire d'une représentante.

Comme on le voit, l'unanimité est loin d'être obtenue pour cette conférence — tant sont divers les appétits et les combinaisons des groupes industriels.

Dans la Ruhr, les autorités françaises d'occupation se livrent à de nouvelles réquisitions de locaux, principalement à Dusseldorf, qui semblent indiquer que l'évacuation tant prônée par le Herriot de l'opposition n'est pas près d'être accompagnée par le Herriot ministre.

Un mouvement assez grand de protestation s'organise, et il est à craindre qu'un incident ne vienne créer une émeute.

Les pauvres populations de la Rhénanie n'ont pas à se féliciter d'être occupées par les troupes du gouvernement à véritablement républicain.

Traquées, malmenées, exilées, réquisitionnées, elles doivent tout supporter sans broncher. Autrement, au moins, signe de révolte, Esses est là pour leur démontrer, la troupe française n'hésitera pas à tirer sur les ouvriers, ne serait-ce que pour leur démontrer que l'occupation est purement technique.

Il est vrai que c'est la technique de l'assassinat que nous prétendons appliquer !

NORVÈGE

L'ACTION ANTIMILITARISTE

La seconde édition de l'appel pour refus de service militaire a été répandue en Norvège par les anarchistes, les syndicalistes et la jeunesse révolutionnaire, en cent mille (100.000) exemplaires.

La police n'a pu mettre la main que sur 750 exemplaires.

La presse bourgeois exigea une plus forte agitation contre les antimilitaristes.

Les antimilitaristes, de leur côté, ont commencé à visiter personnellement les jeunes gens qui devraient faire du service militaire.

La police a arrêté le secrétaire des antimilitaristes qui parut être le fils d'un officier supérieur de l'état-major. Il s'appelle Broch, il est étudiant et il va refuser le service militaire lui-même, cette année. Broch va être défendu par un jeune avocat, Viggo Handsteen, refusant du service militaire, lui aussi.

Une organisation de femmes s'est déclarée pour les antimilitaristes et a lancé un appel disant que c'est le devoir des mères de ne plus livrer leurs fils aux sergents recruteurs, mais de les tenir à la maison.

Cinquante de ces mères devront comparaître devant les juges. Le centre de cette organisation merveilleuse est à Tromsø.

Sont condamnés déjà :

Martin Trannael, cinq mois de prison ; Oscar Torp, cinq mois ; Hakon Meyer, cinq mois ; Nils Hnosval, quatre mois ; Aksel Zachariassen, quatre-vingt-dix jours ; Mal-Anton Kristiansen, soixante-quinze jours ; Anton Kristiansen, soixante-quinze jours ; Haakon Hoff, soixante-quinze jours ; Rolf Hofmo, soixante-quinze jours ; Einar Gershansen, soixante-quinze jours ; Severin Arnesen, soixante-quinze jours ; Olsen Hagen, enfin mois.

L'état-major a envoyé un avertissement aux recrues pour leur dire qu'ils seront sévèrement punis s'ils suivent la voie de l'antimilitarisme.

Une publication, signée par des généraux, dit que cette année encore personne

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 7 JUILLET 1924. — N° 19.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

PREMIÈRE PARTIE

LES DEUX POÈTES

Elle tambourina dans le département une soirée à glaces, à gâteaux et à thé, une grande innovation dans une ville où le thé se vendait encore chez les apothicaires, comme une drogue employée contre les indigestions.

La fleur de l'aristocratie fut conviée pour ouvrir une grande œuvre que devait lire Lucien.

Lucie avait caché les difficultés vaines à son ami, mais elle lui toucha quelques mots de la conjuration formée contre lui par le monde ; car elle ne voulait pas lui laisser ignorer les dangers de la carrière que doivent parcourir les hommes de génie, et où se rencontrent des obstacles infranchissables aux courageux médiocres.

Elle fit de cette victoire un enseignement. De ses blanches mains, elle lui montra la gloire achetée par de continuels supplices, elle lui parla du bûcher des martyrs à traverser, elle lui beurra ses plus belles tartines et les panacha de ses plus pompeuses

expressions. Ce fut une contre-œuvre des improvisations qui déparent le roman de Corine.

Louise se trouva si grande par son éloquence, qu'elle aimait davantage le Benjamin qui la lui inspirait ; elle lui conseilla de répudier audacieusement son père en prenant le noble nom de Rubempré, sans se soucier des crialles soulevées par un échange que d'ailleurs le roi légitimerait.

Appartenant à la marquise d'Espard, une demoiselle de Elamont-Chauvry, fort en crédit à la cour, elle se chargeait d'obtenir cette faveur.

A ces mots : le roi, la marquise d'Espard, la cour, Lucien vit comme un feu d'artifice, et la nécessité de ce baptême lui fut prouvée.

Cher petit, lui dit Louise d'une voix tendrement moqueuse, plus tôt il se sera, plus vite il sera sanctionné.

Elle souleva les unes après les autres les couches successives de l'état social, et fit

Lettre ouverte

Tokio, le 2 mai 1924.
Aux rédacteurs de « l'Antinationaliste »,
120, rue Lafayette, Paris (10^e), France.

Camarades,

J'ai lu par hasard le numéro 5 de votre journal et en première et deuxième page j'ai trouvé un article : « Extrême-Orient », qui est signé « T. Yamaga », de Kioto (Japon).

Cela m'a très surpris, car je suis T. Yamaga lui-même et j'ai habité auparavant la ville de Kioto, mais je ne vous ai jamais envoyé cet article ni écrit les lignes suivantes traduites dans votre journal :

Pour le Bureau International
Antimilitariste :
J. GIESEN, secrétaire, Waterwog, 14,
De Bill, Hollande.

ÉTATS-UNIS

L'ACTION ANTIKERRE

Le ministre de la guerre en Amérique, New-York, veut faire du 12 septembre une « journée de mobilisation » démontrant ses forces guerrières. Par contre le conseil national pour la prévention de guerre, 532 seventeen street, N.W., Washington, D.C., excite à tenir une contre-mobilisation antimilitariste le 26-27 juillet.

ANGLETERRE

REUNION DES DELEGUEES DE L'UNION DES CHEMINOTS

Londres, 6 juillet. — Comme préliminaire à la conférence plénière annuelle qui se réunira demain à York, les délégués de l'Union nationale des Cheminots se sont réunis cet après-midi, sous la présidence de M. James Marchbanks qui, après avoir rappelé les nombreuses batailles livrées par les cheminots contre les exploitants, a déclaré que les membres de son Union ne s'estimaient pas satisfaits que lorsque les chemins de fer de Grande-Bretagne seront devenus la propriété du peuple britannique.

Oui, mais pour cela, il faudrait bien que les trade-unions mènent un peu plus régulièrement la lutte des classes et ne point s'endormir comme elles le font en ce moment.

A TRAVERS LE PAYS

UNE CONTRE-MANIFESTATION

Troyes, 5 juillet. — M. Herriot est arrivé à 11 heures, ce matin, à Troyes.

Acclamé à la sortie de la gare par la foule, le président du conseil se rendit aussitôt au *Petit Troyen* où une réception était organisée.

Sur l'avenue Thiers, séparant la gare du journal, au moment où l'automobile arriva, une manifestation surgit brusquement.

Une centaine de militants portant des drapés rouges et des pancartes sur lesquelles on lisait : « A bas l'impôt sur les salaires », « Amnistie », poursuivirent la voie.

Un moment débordé, le service d'ordre ne tarda pas à réagir, et une violente : garre s'ensuivit.

Mais finalement l'ordre triompha, et M. Herriot put continuer sa visite.

TRAGIQUES BAIGNADES

Toulouse, 6 juillet. — Hier soir, le soldat du 2^e aérostiers, Gustave Chanteloube, vingt ans, perdit pied en se baignant dans les eaux du Touch. Refrigé du goutre peu après, il ne put être ramené à la vie.

Lorient, 6 juillet. — Le médecin de deuxièmes classe Sarre, de la division navale de la Manche mouillée actuellement à Quiberon, s'est noyé sur la plage de cette localité en renant un bain.

DRAME DE LA JALOUSIE

Roanne, 6 juillet. — Jean Crouzille, dit « Jésus », marchand forain, était venu assister à la fête du quartier de l'Hôtel de Ville, avec son amie, la veuve Denis.

La veuve Vincent, ancienne maîtresse de Crouzille, entra dans le débit où se trouvait le couple et plongea un poignard dans la poitrine de Crouzille, qui expira presque aussitôt.

La meurtrière a été arrêtée.

En lisant les autres...

L'assaut au ministère

Pierre Bertrand, dans le *Quotidien*, dénonce ceux qui n'ont pu digérer leur défaite aux élections, mènent une bruyante campagne contre le ministère Herriot :

Les vaincus du 11 mai ne se consolent pas d'avoir perdu les profits que leur assuraient MM. Poincaré, Millerand et leur homme de main, ou de poche Billiet.

Ils ne se résignent pas aux réformes qui s'établissent... trop lentement.

Ils apprennent que le gouvernement, par des mesures heureuses, attache si fortement à sa cause le pays que plus tard tous leurs assauts soient sans peine brisés.

Encouragés par quelques trahisons commises dans l'ombre du scrutin secret, ils se bercent de l'espérance que l'heure est venue pour les conservateurs sociaux d'en finir avec un ministère qui s'applique honnêtement à remplir le programme radical et reste ouvert toutes les réformes.

Les hommes qui mènent l'offensive d'aujourd'hui sont les hommes qui, le 13 mai, ont écrit à M. Painlevé de la présidence de la République : les hommes qui ont été M. de Sevres à la présidence du Sénat ; les hommes qui ont nommé M. Magnat à la tête de la Commission de l'armée de la Chambre.

Les véritables victimes sont le célèbre et combatif révolutionnaire anarchiste Ousagi Sakae et sa compagne Ito-Moé. J'ai informé moi-même de ce malheur les camarades du monde entier par une circulaire en espérant que je n'aurai jamais rapporté ce mensonge-ci au sujet de Sakae. La lettre traduite dans votre journal est datée : « Kioto, 7 décembre 1923 », mais j'étais prié de rentrer à Kioto de février 1919 à juillet 1921, je partis de Kioto en juillet 1922 et jusqu'à ce jour j'habite Tokio. A la date citée j'étais très occupé par la préparation de la cérémonie funèbre des victimes Osugi et Ito, qui fut commencée le 16 décembre 1923 à Tokio, donc je ne pouvais vous envoier un article de la ville lointaine de Kioto et en plus de cela je n'aurais pas eu le temps d'écrire cette très longue, indigne et fausse information.

En lisant l'article j'ai trouvé aussi plusieurs erreurs au sujet du mouvement révolutionnaire chinois. Je suis de l'opinion que les révoltes auxquelles il fait référence sont celles qui ont eu lieu dans les années 1911-1912, lorsque les révoltes éclatèrent dans les provinces de la Chine. Ces révoltes ont été dirigées par les révolutionnaires chinois qui ont vaincu les forces impériales et ont établi un régime révolutionnaire dans certaines provinces. Ces révoltes ont été dirigées par les révolutionnaires chinois qui ont vaincu les forces impériales et ont établi un régime révolutionnaire dans certaines provinces. Ces révoltes ont été dirigées par les révolutionnaires chinois qui ont vaincu les forces impériales et ont établi un régime révolutionnaire dans certaines provinces.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces impériales est l'ancien chef de l'armée révolutionnaire chinoise, Sun Yat-sen. Il a été vaincu par les forces impériales et a été déchu de son poste de chef de l'armée révolutionnaire chinoise.

Le révolutionnaire chinois qui a été vaincu par les forces

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Rectifications

Le camarade Ch. Piétri est un instrument de précision. Il a la prétention de rectifier le « Rectifieur » du *Libertaire*, lequel s'est permis, auparavant, de rectifier l'attitude du fonctionnaire confédéral Berrar.

On se rappelle, notre « Rectifieur » ayant rectifié un compte rendu de l'*Humanité* qui disait textuellement :

LA VIE DU PARTI

« Les camarades Sauvage et Berrar, Clamanus ont flatté l'attitude de la police heriotière et surtout celle du maire, aux applaudissements de l'assistance.

Clamanus a fixé les responsabilités du maire Boistard et de son adjoint Sibille, en faisant connaître leurs démarches pour obtenir les forces de police qui se sont si bien distinguées au cours de la manifestation. Les quelques personnes qui faisaient encore confiance au maire à ce sujet ont été cruellement déçues.

« Le camarade Piétri, qui présidait, a démontré par point les ragots et calomnies dont on use pour discréditer le Parti et les communistes de la localité. Somme toute, excellente soirée pour le communisme. »

Si nous en croyons l'Humanité, il s'agissait bien d'une réunion politique, où Berrar, trésorier confédéral, est intervenu entre le tchékiste Sauvage et le député-maire Proclamamus. Toujours suivant l'*Humanité*, l'apprenti rectifieur Piétri, qui est secrétaire du Comité intersyndical, aurait, lui aussi, tourné la manivelle politique de l'orgue — ne pas lire ogre — bolcheviste.

C'est très gentil de la part de Piétri de prendre la défense de Berrar, quand l'on sait que Berrar a « soufflé » à Piétri la place de trésorier confédéral. Le congrès de Bourges avait en effet désigné Piétri comme suppléant au cas où les statuts syndicaux contre le fonctionnariat exagéreraient tort à Berrar. Or comme Berrar préfère donner tort aux statuts plutôt que de retourner définitivement à l'atelier, le pauvre Piétri fut victime du « sincérisme » de Berrar et de la violation des statuts, et ne fut pas trésorier confédéral.

Piétri est un modèle de chrétien première manière, il rend le bien pour le mal. Grâce à lui en soient rendues dans le royaume communiste. Cela, c'est son affaire.

Mais ce qui est un peu la nôtre, c'est d'apprécier la conduite du trésorier confédéral, payé par les syndiqués, qui s'en va faire de la propagande pour une autre boutique politique contre un autre fonctionnaire syndical, qui ne serait pas communiste, et qui irait critiquer le maire Calamitus dans sa commune ?

Le débutant rectifieur Piétri nous écrit bien que Berrar a traité « d'autre chose » que de l'attitude du maire, mais alors qu'a-t-il dit ?

D'ailleurs, Piétri laisse passer le bout de l'oreille orthodoxe quand il dit : « Au surplus, quel inconveniient y aurait-il à ce que Berrar ait flatté l'attitude d'un homme qui, lorsque maire, est syndiqué de longue date ? »

En admettant que le maire du Pré-Saint-Gervais soit un vieux syndiqué — ce qui nous change un peu de certains vétérans du P. C. dont les premières armes datent de l'armistice — et qu'il mérite d'être blâmé par tous les citoyens conscients et organisés des trois internationales et demie, on n'était pas l'affaire d'un fonctionnaire syndical qui s'est érigé d'un procureur d'une secte politique.

Si un maire est répréhensible sur le terrain syndical, cela regarde les organismes syndicaux, et eux seuls. L'attitude politique d'un politicien relève de ses électeurs et de ses concurrents, les syndicats n'ont pas à s'en occuper.

Or, il apparaît bien, d'après l'article de l'*Humanité* et la lettre de Piétri, que le meeting du 28 juillet fut organisé par le P. C. contre le maire du Pré et comme une querelle entre politiciens.

« Excellente soirée pour le communisme », déclare l'*Humanité*.

« Je ne vois pas pourquoi la C.G.T.U. serait plus « pauvre », ajoute Piétri en terminant sa lettre.

Quelle identité de style, quelle communion d'idée dans ces deux phrases ! N'en déplaise aux « communistes avant tout » qui désorganisent les syndicats, si la soirée a été bonne pour le Parti, elle a été mauvaise pour la C.G.T.U., le premier ne pouvant s'enrichir qu'au détriment de la seconde.

Il peut y avoir au Pré-Saint-Gervais et ailleurs des syndiqués — nous en connaissons quelques-uns — qui n'acceptent pas les points de vue du P. C., il peut même y en avoir qui soient de la même conception politique que le maire qui a été jugé et condamné par défaut et sans appel.

Que doivent-ils penser en voyant un fonctionnaire payé par eux sortir de ses attributions syndicales et s'enrôler dans une équipe politique ? Cela ne les encourage pas à rester à l'organisation pour continuer de coopérer à l'entretien d'un permanent dont le rôle est de rester en dehors des querelles des sectes extérieures.

Un fonctionnaire syndical, rétribué ou non, s'il veut être un militant respecté de tous les syndiqués et un animateur pour le mouvement syndical, doit observer une juste neutralité dans les chicanes qui se produisent en dehors de la maison commune.

Mon cher Piétri, la rectification est un travail qui exige beaucoup d'attention et de précision. La technique de cette branche essentielle de la mécanique s'est beaucoup développée. Ne te fie plus aux connaissances périssables de ce fraiseur honoraire et en congé illimité qui opère au Comité Directeur. Le centième de millimètre, qui est aussi impalpable que les convictions de ton ami Berrar-Barrès, n'est pas l'oméga de cette science. Il y a mieux, et nous en causerons plus tard.

Néanmoins, pour toutes les pièces à recruter il y a des limites de tolérance. Je crois bien — et cela est fréquent chez les débâts — qu'en voulant recruter le « Rectifieur » du *Libertaire*, tu as surtout rectifié l'*Humanité* et ta propre lettre. Tu as tellement bien rectifié que tu as dépassé la tolérance et tu as « loupé » ta rectification. J'en prends à témoin les professionnels.

LE RECTIFIEUR.

Le Conflit d'Albi

En réponse à la note du Conseil d'administration, le personnel de la Verrerie Ouvrière constate que sa mauvaise volonté et son équivocation continuent.

Alors qu'au sein de l'usine de la verrerie il disait que le rapport de M. Allaire, expert de la Préfecture, n'était pas terminé, il déclare dans sa dernière note qu'il connaît les conclusions de l'expert et qu'il les accepte ! Si cela est vrai, qu'attend-on pour nous communiquer ces conclusions ?

Nous le répétons une fois de plus : nous nous débattions pour les salaires 154.030 fr. 90 ; en dépenses effectives de matières premières, 70.437 fr. soit en tout : 224.467 fr. 90.

Qu'attend-on pour nous dire qu'en est prêt à nous payer les sommes ci-dessus ?

La minorité du personnel qui n'a pas travaillé du 4 février à la mi-avril a eu toutes ses journées de non-ravail payées ; sans nulle expertise, elle a touché 160.000 francs environ ; par contre, à la majorité qui a travaillé on a voulu imposer un mode de règlement tendant au moins à le frustrer de la plus grande partie de son dû et elle ignore encore à ce jour quelle est la somme qu'on consent à lui payer.

Pour en finir, qu'on nous communique le rapport de l'expert de la préfecture ; si ses conclusions sont justes, elles seront nôtres, sinon nous les refuserons et nous dirons pourquoi dans un contre-rapport.

Pour les Syndicats confédérés, autonomes et unitaires autonomes :

Charles TANTOT.

RENTES DES TRAVAILLEURS

A la Thomson-Houston

Pour la troisième fois en deux mois, un accident grave vient de se produire par l'incurie de la direction. Un ouvrier a eu la jambe broyée par la chute d'un châssis de 100 t.

Les chefs de service sont aussi insoucieux de la vie des ouvriers que les actionnaires.

Le grand journaliste qu'est Albert Lories, au lieu de suivre le Tour de France, ferait mieux d'enquêter sur le bagn de la Thomson, à Saint-Ouen.

Et les ouvriers, au lieu de signer un contrat d'embauche, devraient signer leur testament.

A. B.

Les grèves

Plombiers-Poseurs de Paris. — Réunis samedi soir, Salle des Grèves, les Plombiers-Poseurs, après l'exposé fait par différents camarades sur la situation de leur mouvement, approuvent de continuer la lutte jusqu'à satisfaction de leurs revendications ;

Déclarant que les Plombiers-Poseurs de Paris, et ceux de la S. A. D. E. sont complètement solidaires les uns des autres, et que rien ne peut les diviser, même les promesses de certains de leurs patrons, et que sortis ensemble, ils ne rentreront qu'en stabilité des emplois communautaires.

Vouant au mépris de la classe ouvrière les quelques inutiles qui font actuellement actes de jalousie, et signalant à l'attention des camarades du Bâtiment l'attitude de certains plombiers-couvreurs, qui se font les auxiliaires de leurs patrons, en les remplaçant dans certains travaux :

Remerciant les ouvriers et employés de la Ville de Paris et de la Compagnie Générale des Eaux de Paris et de Banlieue, qui se sont refusés de les remplacer dans de nombreux cas :

Et bien décidés de prendre position d'une façon encore plus nette, convequent toute la corporation des Plombiers-Poseurs, à la grande réunion qui aura lieu aujourd'hui à 18 heures, Bourse du Travail.

Réunion de la Commission Exécutive à neuf heures, et du Comité de grève à seize heures.

Sardiniers de Concarneau. — Le conflit des usines de conserves de poisson est terminé, les ouvriers ayant obtenu l'augmentation de salaire qu'elles réclamaient.

Granitiers de St-Etienne-en-Coges (Ille-et-Vilaine). — Les ouvriers granitiers de l'entreprise Regnault sont en grève pour obtenir une augmentation de salaire.

Le chômage dans les régions libérées

L'occupation de la Ruhr continue à produire ses effets. Nous avons parlé des décisions de cesser les travaux de reconstruction, décisions prises par les entrepreneurs dans le Nord, le Pas-de-Calais et la Meuse.

Dans la Somme, il fallait 78 millions pour le premier semestre 1924. L'Etat n'a pu fournir que 53 millions, et ne paie plus depuis le 12 juin.

En août 1922, il y avait 25.000 ouvriers occupés. En juin 1924, il n'y en a plus que 12.000. Les travaux en cours se continuent, on n'ouvre plus de nouveaux chantiers. Les maçons sont surtout affectés par le chômage.

Naturellement, les réunions de la reconstruction s'agencent, non pour les ouvriers, mais pour les profits qui se ralentissent. Et nous assistons à un chantage en règle des entrepreneurs derrière les mots de réparations, sinistres, patrie, etc..

Julie situation sur laquelle les syndicats ouvriers pourraient dire un mot.

La Revista Blanca

Sommaire du numéro 27. — 1er juin 1924

El Hombre y la Tierra (Elioso Rechus). — Nuevas ideas ante la sociedad (Federico Uráles). — La Duda y el Misterio (Federico Monseny). — Crónica científica (Arthur Douglas Smith). — Ephemérides del Pueblo (Soledad Gustavo). — El Movimiento político y diplomático internacional (Rudolf Sharpenstein). — Una Semblanza de Nicolás Lenin (Enrique Nido). — Divulgaciones históricas III (M. Soriano de Numancia). — La Literatura española (Augusto del Moncada). — Curiosidades históricas y científicas (El Bachiller de Salamanca). — El Ultimo Quijote (novela de F. Uráles). — Hacia la Libertad (J. Gallego Crespo). — Comentarios. — La Caida de Europa de la Política (F. Marquez). — Rodando por el Mundo (Hipatia). — El Deber del Sindicato (F. Lupincza). — Papel recibido.

Pour les abonnements, s'adresser à Soledad Gustavo, Sardanola del Vallés, Barcelona : trois mois, 10 francs ; six mois, 20 francs ; un an, 35 francs.

Les lecteurs au numéro habitant Paris peuvent s'adresser au kiosque à journaux, place Saint-Michel, en face le numéro 3 ; prix, 1 fr. 50.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du *Littéraire* 10-12, rue Paul-Lelong, Paris

L'Unité dans les services publics

En 1918, 1919 et 1920, il n'existe qu'un seul syndicat pour les employés et ouvriers des communes et du département de la Seine, et son action énergique avait contribué au vote de la loi du 23 octobre 1919 sur

la stabilité des emplois communautaires.

Depuis, hélas ! la scission est venue, et au lieu d'un syndicat unique et puissant, il y a aujourd'hui quatre groupements qui se chicanent et qui font fuir les adhérents. Il y a les confédérés, les communistes, les autonomes et une amicale.

La division et l'impuissance n'ont-elles pas assez duré ? Ne serait-ce pas temps de préparer l'unité et de reconstruire le syndicat unique afin de faire aboutir au plus tôt nos légitimes revendications ?

Un groupe d'écureuils.

LE COMITÉ NATIONAL DES SERVICES PUBLICS

Le Comité national des services publics confédérés s'est réuni samedi et hier dimanche, et a discuté sur les questions suivantes : Administration fédérale, Revendications élaborées par le congrès fédéral ; Stabilité du personnel municipal dont les lois, décrets et ordonnances, actuellement en vigueur, fixent un droit spécial de nomination ; Organisation des congrès régionaux ; Unité corporative.

Samedi, suivant une coutume qui s'est établie de plus en plus chez les confédérés et chez les communistes qui se disent unitaires, une délegation est allée voir M. Herriot pour lui exposer les revendications suivantes :

Reconnaissance du droit syndical à tous ; Modifications à apporter dans la composition des conseils de discipline et la valeur de leur délibération ; Garantie des situations acquises en cas de suppression d'emploi ; Extension de la loi sur le repos hebdomadaire et de la loi du 23 avril 1919 ; Application de salaires et traitements normaux correspondant aux fluctuations du coût de la vie ; Etablissement d'un régime de retraites à base nationale à tout le personnel municipal et départemental.

Naturellement, le président du conseil a assuré la délégation des bonnes intentions du gouvernement.

Prenons acte. Et répétons que la réalisation de ces revendications dépend surtout de l'unité. Une démarche unitaire d'une fraction des services publics auprès des trois autres fractions serait peut-être aussi avantageuse qu'une procession chez le chef-mécanicien de l'appareil gouvernemental.

Hier, dimanche, avant de se séparer, le Comité fédéral s'est occupé de la propagande régionale, et a nommé son bureau et sa C. E. Michaud et Baudoin ont été nommés secrétaire et trésorier.

La défense des salaires dans le Nord

La Chambre syndicale ouvrière confédérée de l'Industrie textile de Lille a adressé la lettre ci-dessous aux organisations patronales du Textile :

« Ainsi que vous l'avez appris par la voie de la presse, la Commission officielle du coût de la vie, qui s'est réunie à la Préfecture, a publié le coefficient 4,66 au lieu de 4,45 précédemment, marquant ainsi une différence de 21 points en plus, à dater du 1^{er} juin 1924.

En conséquence, nous vous prions de bien vouloir accepter une réunion de commission mixte afin d'examiner le réajustement des salaires en conformité de l'augmentation du coût de la vie, ainsi que cela vient d'être fait pour les fonctionnaires départementaux et municipaux.

« Comptant sur une réponse favorable de votre part, dans un délai assez rapproché de 30 jours, nous vous prions de nous faire connaître, insouciante, l'assurance de notre considération.

« Le Secrétaire :

« A. Bauche, G. Ducoivent. »

M. Boulin, inspecteur divisionnaire du travail, a reçu également communication du texte qui précéde.

Les tisseurs comptent également sur leur force syndicale pour obtenir leur légitime revendication.

Communiqués syndicaux

Chaufrage. — Assemblée générale à 18 heures, salle des Commissions, 5^e étage, Bourse du Travail.

Tailleurs de Pierre, Granitiers. — Réunion de deux bûcheurs. S'adresser au siège du Syndicat, 60, rue Charlot, 60.

Travaileurs de la Pierre. — Il est demandé à deux bûcheurs. S'adresser au siège du Syndicat, 60, rue Charlot, 60.

— Réunion de la Commission de contrôle ce soir, à 18 h. 30, rue Charlot, 60.

Jeunesse syndicaliste des 11^e et 12^e. — Grand meeting jeudi, à 20 h. 30, au cinéma,